

Conseil départemental de la Manche
Groupe de la Gauche Sociale et Écologiste (GSE 50)

Séance plénière du 4 avril 2025

BUDGET PRIMITIF 2025 DU BUDGET PRINCIPAL
Action sociale

Pierre-François LEJEUNE

Conseiller départemental, canton de Cherbourg-en-Cotentin 1
au nom du groupe

Monsieur le Président, cher.e.s Collègues,

Permettez-moi d'exprimer un étonnement qui, hélas, devient une habitude. Chaque année, à l'heure du budget primitif, nous espérons des chiffres clairs, des engagements fermes, une trajectoire budgétaire cohérente. Et chaque année, c'est une mer de textes qui se déploie sous nos yeux, un récit plus littéraire que comptable, où l'on disserte davantage qu'on ne chiffre.

On nous parle d'un « plan de maîtrise du budget social ». Fort bien. Mais où est-il ? Comment s'articule-t-il ? Quels en sont les leviers concrets ? Nous cherchons des réponses, et nous ne trouvons qu'un écran de fumée masquant des réalités qui devraient être explicites. La transparence budgétaire est une exigence démocratique. Sans elle, comment remplir notre mission avec sérieux ? La confiance ne se décrète pas, elle se construit, pierre après pierre, par la clarté. Or, une fois encore, ce budget entretient l'opacité.

Loin d'être un outil de prévision et d'action, ce budget réitère les généralités du débat d'orientation budgétaire sans répondre aux urgences sociales les plus criantes. Il tourne le dos aux réalités vécues par nos concitoyens.

Prenons l'exemple de l'aide sociale à l'enfance, un secteur en crise. Vous-même le reconnaissez : des enfants restent sans soutien à domicile, et 23 d'entre eux n'ont, à ce jour, aucune solution d'accueil. 23 enfants laissés en suspens, 23 destins en attente d'une décision qui tarde. Et pendant ce temps, les signalements explosent, le nombre d'enfants confiés au Département ne cesse de croître. Où est le plan d'urgence indispensable ? Où est l'engagement du Département pour protéger ceux qui incarnent l'avenir de notre territoire ?

Et nos aînés ? Ceux qui ont tant donné, qui ont bâti notre société, et que nous laissons aujourd'hui dans des EHPAD en détresse. 85 % de ces établissements sont en déficit. Les personnels sont à bout, les familles désemparées. Et toujours la même litanie : « Il n'y a pas d'argent. » Mais allouer les ressources là où elles sont nécessaires, c'est un choix politique. Un choix que vous ne faites pas.

Cette absence de choix résonne avec la colère des acteurs du médico-social. Le 1er avril dernier, aides-soignants, infirmiers, éducateurs spécialisés, travailleurs sociaux sont descendus dans la rue. Leur message était sans équivoque : ils n'en peuvent plus. Conditions de travail indignes, sous-effectifs chroniques, absence totale de reconnaissance budgétaire. Leur cri d'alarme est resté lettre morte.

Pire encore, la remise en cause des Contrats Pluriannuels d'Objectifs et de Moyens plonge les associations dans une incertitude financière insoutenable. Elles demandent des garanties, vous leur opposez le silence.

L'insertion sociale et professionnelle ? Logements insuffisants, précarité croissante... Autant de défis qui mériteraient une politique volontariste. Mais vous vous contentez de gérer l'existant, sans ambition, sans élan.

Comme un symbole, vous refusez d'appliquer la revalorisation de 1,7 % du RSA, suivant l'exemple de 71 autres départements dirigés par la droite. Vous faites partie, Monsieur le Président, de ceux qui mènent cette nouvelle fronde contre l'État. Si nous pouvons comprendre le ras-le-bol des Départements dans leur ensemble face à l'augmentation constante de leurs charges sans les recettes nécessaires, si nous pouvons comprendre la colère d'être systématiquement pointés du doigt pour expliquer le déficit budgétaire de l'État, nous nous opposons à de telles postures. Cela ne va pas sans rappeler l'application de la prime Ségur. Au bout du compte, ce sont les bénéficiaires, ceux qui sont les plus pauvres dans notre société qui sont au cœur du bras de fer entre les départements et l'État. Et cela n'est pas acceptable. La revalorisation du RSA est un droit légitime. Ce revenu est déjà bien souvent à peine suffisant pour survivre à la précarité. Ne devrait-il pas non plus être grignoté chaque année par l'inflation ? Non, bien sûr. Alors, oui, il y a un combat, de fond, à mener sur le financement de notre protection

sociale d'une manière générale, il y a un combat à mener sur la création de recettes pérennes et dynamiques pour les Départements qui portent ces politiques d'action sociale, mais, ces combats ne doivent pas se faire sur le dos des bénéficiaires.

Et que dire de la désertification médicale, alors que nous traversons une crise sanitaire et territoriale majeure ? Le président du Loir-et-Cher, Philippe Gouet, a rappelé que les Départements pouvaient être des acteurs majeurs de la lutte contre cette pénurie. Mais ici, dans la Manche, aucune initiative ambitieuse ne se dessine.

S'agissant de l'appel à projets consacré aux violences intrafamiliales, comment ne pas exprimer notre profonde déception face au non-respect de l'engagement pris d'augmenter l'enveloppe à 100 000 € dès 2023 ? Alors même que ce fléau exige des réponses fortes, coordonnées, durables, vous renoncez à renforcer les actions de prévention. Ce recul est d'autant plus incompréhensible que le sujet, ô combien sensible, demeure au cœur des préoccupations sociales.

Quant à la Protection Maternelle et Infantile, elle semble, elle aussi, reléguée au second plan. Aucun projet structurant, aucune ambition à la hauteur de son rôle fondamental. Et pourtant, chacun sait que la PMI constitue un pilier de la prévention précoce, un levier irremplaçable pour accompagner les familles et protéger les plus jeunes. Cette inertie interroge.

Ce budget social n'a ni cap, ni souffle. Il illustre une gestion à court terme, déconnectée des réalités du terrain, dépourvue de toute vision pour notre département et ses habitants.

Un budget départemental, ce ne sont pas que des chiffres. C'est un projet politique. Une déclaration d'intention sur l'avenir que nous voulons bâtir. Or, aujourd'hui, cette ambition manque cruellement.

Nous, élus du groupe de la gauche sociale et écologiste, nous portons une autre voie. Celle de la justice sociale. Celle d'un budget qui ne soit pas un simple exercice comptable, mais un véritable projet de société.

C'est pourquoi, en conscience, nous ne pouvons pas voter ce budget.

Je vous remercie.

